



La Découverte



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

DERRIÈRE LA « CRISE » DU FREE SPEECH : L'UNIVERSITÉ RÊVÉE DES INDUSTRIELS LIBERTARIENS

[Sylvain Laurens](#)

La Découverte | « [Mouvements](#) »

2022/4 n° 112 | pages 126 à 136

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348076176

DOI 10.3917/mouv.112.0126

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2022-4-page-126.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Derrière la « crise » du free speech : l'université rêvée des industriels libertariens

PAR SYLVAIN
LAURENS*

Les cris d'orfraie lancés par certain-es pour dénoncer des sciences sociales qui seraient trop « militantes » ou « politiques » sont en réalité largement sponsorisés par des intérêts économiques. Loin d'une défense de l'autonomie de la recherche, ces campagnes à répétition témoignent d'une université sous influence. Au-delà des pseudo-controverses constamment ressuscitées, les industriels qui financent ce *backlash* symbolique visent à une refondation en profondeur du monde académique.

1. A. MAHOUEAU, *La panique woke. Anatomie d'une offensive réactionnaire*, Paris, Textuel, 2022.

2. B. COUTURIER, *OK Millenials ! Puritanisme, victimisation, identitarisme, censure... L'enquête d'un « baby boomer » sur les mythes de la génération woke*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2021 ; Caroline FOUREST, *Génération offensée*, Paris, LGF, 2021.

* Directeur d'études à l'EHESS, Chercheur au Centre Maurice Halbwachs. Auteur de *Lobbyists and Bureaucrats in Brussels* (Routledge, 2018), de *Militer pour la science* (EHESS, 2019) et avec Stéphane Foucart et Stéphane Horel de l'ouvrage *Les Gardiens de la Raison* (La Découverte, 2020).

Les campus seraient sous influence, censurés par le politiquement correct, et la liberté d'expression y serait désormais menacée. S'inscrivant dans l'histoire longue des croisades réactionnaires en direction des universités, les paniques médiatiques autour de la supposée influence des « woke » semblent offrir depuis quelques mois un réservoir intarissable de sujets pour les magazines¹. L'importation en France de ces campagnes réactionnaires lancées outre-Atlantique ne s'embarasse même plus de traductions : les éditorialistes manient désormais avec dextérité les références à la *cancel culture* et dénoncent pêle-mêle les *safe space*, les *trigger warning* et les étudiant-es « offensé-es » se disant victimes de *microaggressions*². Beaucoup de travaux ont déjà retracé la généalogie des arguments réactionnaires émis en direction des campus depuis les années Reagan et la campagne conservatrice contre le « politiquement correct »³. Plusieurs chercheur-euses ont décrypté comment telle ou telle affaire est régulièrement montée en épingle médiatiquement et vient troubler l'autorégulation de la communauté universitaire en confondant sciemment liberté d'expression, liberté académique et *disputatio* scientifique⁴. Ce point a déjà été documenté et ne mérite peut-être plus vraiment qu'on s'y attarde : le fonctionnement d'un espace scientifique ne peut reposer sur la réhabilitation permanente d'énoncés invalidés par la communauté académique au nom de la liberté d'expression. Cela vaut

tant pour les chimistes qui ont rompu avec les alchimistes que pour les historien·nes sérieux·euses de la Shoah qui ont fait tomber depuis longtemps les masques faussement doctes des négationnistes. Cela vaut pour les sciences du climat comme pour l'histoire de la colonisation ou de l'esclavage. Les campus ne peuvent être le lieu où – à des fins de transgression – des croisades réactionnaires se déploient indéfiniment puis s'étonnent de rencontrer de vives réactions de la communauté enseignante et étudiante jusqu'à être privées de plateforme⁵. Assimiler la contestation de mensonges à la censure ou dramatiser des épisodes conflictuels fait partie des effets bénéfiques de la stratégie de la fenêtre d'Overton, une technique de lobbying usée jusqu'à la corde depuis dix ans

sur les campus états-unis. Pour occuper en modéré « l'ultra-centre » du débat, certain·es intellectuel·les conservateur·rices en manque d'audience pourront toujours feindre une fois leur microphone confisqué de s'opposer en libéral à la fois aux étudiant·es qui chahutent et aux provocateur·rices sans jeux de données qu'ils ont fait entrer dans la cité scientifique⁶. Mais il est possible que d'ici quelque temps ce type de stratégie ne fasse plus guère illusion aux yeux d'une communauté académique fatiguée par des controverses médiatiques à répétition et en décalage avec les difficultés matérielles rencontrées par les étudiant·es.

Faire de ces controverses sur la liberté d'expression sur les campus des affaires « académiques », ne serait-ce pas déjà donner une valeur intellectuelle à des propos largement sponsorisés par l'industrie ? À ce stade du débat, cette contribution voudrait insister ou plutôt remettre sur le devant de la scène deux points. En suivant l'argent, en traçant des lignes entre financeur·euses et diffuseur·euses de discours, on souhaiterait tout d'abord rappeler que ces campagnes sur « le *free speech* menacé à l'université » ont des racines et des coordonnées sociales explicites. Vu depuis les travaux sur le lobbying industriel, ce qui se joue désormais sur les campus n'est, en effet, pas un combat intellectuel opposant caricaturalement quelques défenseur·euses de l'universalisme et des humanités « à l'ancienne » contre de dangereux·euses relativistes. Ces campagnes sont d'abord une des modalités choisies par des groupements d'industriels – principalement états-unis et réunis autour des fondations soi-disant « philanthropiques » et des think tanks ultralibéraux les plus puissants – pour intervenir dans l'espace public, fracturer le bloc progressiste, discréditer les sciences sociales et toute opposition au libre marché. À se focaliser sur les quelques universitaires émérites que ces campagnes enrôlent, on risque d'emblée de perdre de vue que la visibilité dans l'espace social de ces controverses s'explique d'abord et avant tout par les

Faire de ces controverses sur la liberté d'expression sur les campus des affaires « académiques », ne serait-ce pas déjà donner une valeur intellectuelle à des propos largement sponsorisés par l'industrie ?

3. É. FASSIN, « La chaire et le canon. Les intellectuels, la politique et l'université aux États-Unis », *Annales ESC*, vol. 48, 1993/2.

4. B. ANDREOTTI et C. NOÛS, « Contre l'imposture et le pseudo-rationalisme. Renouer avec l'éthique de la *disputatio* et le savoir comme horizon commun », *Zilsel*, juin 2020 ; S. FOUCART, S. HOREL et S. LAURENS, *Les gardiens de la raison*, Paris, La Découverte, 2020.

5. E. SMITH, *No Platform. A History of anti-fascism, Universities and the Limits of the Free Speech*, Londres, Routledge, 2020.

6. Voir sur cette notion d'ultra-centre le manifeste politique du site libertarien Quillette <https://web.archive.org/web/20210419190152/https://quillette.com/2017/08/29/centrism-moderate-manifesto/>

moyens colossaux qui leur sont affectés depuis les milieux industriels pour promouvoir un agenda réactionnaire (notamment anti-écologiste) et une autre vision de l'université, une vision qui flirte plus avec le maccarthysme qu'avec la défense d'un doux libéralisme classique.



Légende : Page d'accueil du site « professorwatchlist » qui propose une liste des universitaires qui seraient soi-disant les plus « biaisé-es » sur les campus états-uniens car iels utiliseraient leurs cours pour exposer des vues militantes. Le site est financé par Turning Point USA, un groupement proche de Donald Trump très actif depuis trois ans. Ce groupement a levé 39 millions de dollars de donations en 2020 contre seulement 4 millions en 20167.

7. Sur les financements de Turning Point USA, cf. P. STONE, « Money and misinformation: how Turning Point USA became a formidable pro-Trump force », *The Guardian*, 23 octobre 2021.

8. Pour le cas français, cf. C. GAUTIER et M. ZANCARINI-FOURNEL, *De la défense des savoirs critiques : quand le pouvoir s'en prend à l'autonomie de la recherche*, Paris, La Découverte, 2022. Sur la situation au Royaume Uni, cf. S. LAURENS, « Pro science ! Ou comment des militants marxissants devinrent libertariens par illusion techniciste », *Zilsel*, 2020, n° 6, p. 53-87 et ces développements récents : P. WALKER, « Government to appoint 'free-speech champion' for English universities », *The Guardian*, 14 février 2021.

On en vient là au deuxième point que l'on souhaiterait aborder dans cet article : à se focaliser sur la question du *free speech* ou sur quelques événements annulés, peut-être perd-on aussi de vue le fait que ces campagnes contiennent plus fondamentalement une proposition d'ensemble sur ce que devrait être l'université, une vision autoritaire de ce que devrait être le bon comportement des étudiant-es, des chercheur-euses, mais aussi de la bureaucratie universitaire elle-même. Elles remettent fondamentalement en cause tant l'idée d'une démocratie universitaire que d'un espace scientifique librement organisé. Cette vision s'accommode notamment d'une intervention directe de l'économie ou du politique dans les affaires académiques. Il pourrait être utile d'en décrire les contours sans attendre le surgissement de la prochaine campagne contre l'islamo-gauchisme à l'université ou même la nomination – comme au Royaume-Uni – d'un secrétaire d'État au *free speech* sur les campus⁸.

● Haro sur « l'université politiquement correcte »

Les travaux de l'historienne Nancy Mac Lean ont déjà pu documenter comment la mutation d'une fraction du courant de pensée néolibéral (l'école du Public Choice), l'alliance de son chef de file (James Mc Gill Buchanan) avec les frères Koch et les industriels libertariens ont profondément transformé l'univers des think tanks ultra-conservateurs aux

États-Unis au début des années 2000⁹. L'argent du Donors Trust et d'une série de fondations conservatrices a donné une audience nouvelle aux idées libertariennes et aux méthodes les plus agressives de l'industrie des relations publiques. Des dizaines et des dizaines de rapports alarmistes rédigés par des lanceur-euses d'alertes ont pu déjà souligner le rôle néfaste joué depuis par l'argent de ces fondations. Les déclarations fiscales des fondations des frères Koch (David Koch est décédé en 2019 mais Charles Koch est toujours vivant) s'étalent depuis des années sur des centaines de pages tant est longue la liste des groupements financés, qu'il s'agisse du « Cato Institute, de the Heritage Foundation, Citizens for a Sound Economy, Americans for Prosperity, Freedom Works, the Competitive Enterprise Institute ou de la Reason Foundation »¹⁰, pour ne citer que les plus connus. À la tête de la deuxième compagnie la plus importante des États-Unis, Charles Koch dirige un consortium qui comprend des « raffineries en Alaska, au Texas, au Minnesota [...], des usines de papier, des mines de charbon, et des entreprises de chimie »¹¹. Respectivement sixième et septième fortunes mondiales, les deux frères cherchent au début des années 2000 de nouveaux canaux pour préserver la légitimité sociale de l'exploitation de ces matières premières. En faisant de « la philanthropie une arme »

(pour reprendre l'expression de Jane Mayer), une galaxie de think tanks spécialisés voit ainsi le jour, jouant chacun leur propre partition dans l'espace public mais aussi au cœur même des campus (par le truchement de groupements comme les Students for

Academic Freedom ou Students for Liberty). Le sociologue Robert Brulle, un professeur de Drexel University, a patiemment su retisser les liens entre ces milliardaires et une myriade de fausses ONG ou d'instituts à prétention scientifique : les deux frères Koch pèsent à eux seuls 5 % du demi-milliard de dollars dépensés entre 2003 et 2010 dans des organisations diffusant des thèses climato-sceptiques¹². Mais jusqu'ici peu de travaux ont cherché à faire de même pour les campagnes autour du *free speech* à l'université. Ce sont pourtant les mêmes financeurs et les mêmes réseaux qui ont diffusé en premier lieu l'idée que la liberté d'expression serait menacée sur les campus¹³. Et il est facile en suivant les mêmes donateur-ices de tomber sur les groupes les plus actifs dans ces campagnes médiatiques.

Parmi ces organisations, l'American Enterprise Institute fut un des premiers think tanks à produire des arguments. Celui-ci est directement financé par le Donors Capital Fund des frères Koch mais aussi par l'Altria Group (Philip Morris), ExxonMobil et une série de fondations liées à l'industrie comme la Sarah Scaife Foundation, le Searle Freedom Trust, la Smith Richardson Foundation ou la Lynde and Harry Bradley Foundation (voir *infra* le tableau 1 listant les secteurs économiques liés à ces

9. N. MACLEAN, *Democracy in Chains. The Deep History of the Radical Right's Stealth Plan for America*, Londres, Penguin Random House, 2017.

10. J. MAYER, *Dark Money. The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right*, Doubleday, 2016 (traduction de l'auteur).

11. *Ibid.*

12. R. J. BRULLE, « Institutionalizing delay: foundation funding and the creation of U.S. climate change counter-movement organizations », *Climatic Change*, 2013.

13. Parmi les rares contributions s'intéressant aux financements de ces campagnes, cf. J. SLEEPER, « What the Campus 'Free Speech' Crusade Won't Say », *Alternet*, 4 septembre 2016.

L'argent du Donors Trust et d'une série de fondations conservatrices a donné une audience nouvelle aux idées libertariennes.

14. Sur les financements de l'AEI, se reporter à l'exploitation des données fiscales par différentes ONG : https://www.sourcewatch.org/index.php?title=American_Enterprise_Institute.

15. Le rapport est disponible en ligne : <https://www.aei.org/press/the-politically-correct-university/>.

Le premier pilier argumentatif consiste à marteler l'idée d'une absence de diversité idéologique à l'université.

16. American Enterprise Institute, « The politically correct university », AEI Press, 2009, p. 3.

17. *Ibid.*, p. 63.

18. *Ibid.*

organisations)¹⁴. Un·e lecteur·rice souhaitant un bon résumé de la prose diffusée depuis quinze ans par ce think tank pourra se reporter en ligne au consistant rapport publié dès 2009 et intitulé « The Politically Correct University »¹⁵. Sur plus de 300 pages, les auteur·rices convié·es proposent un condensé de la ligne politique que les industriels les plus polluant·es de la planète tiennent désormais à l'égard de l'université. Ce document mérite qu'on en détaille brièvement le contenu tant les trois piliers argumentatifs qu'il propose ont depuis fait florès.

Le premier pilier argumentatif consiste à marteler l'idée d'une absence de diversité idéologique à l'université. Il consiste à créer un amalgame entre l'expression des préférences politiques des enseignant·es et leur absence supposée d'objectivité professionnelle. Sondages à l'appui, la première partie du rapport rappelle ainsi que la plupart des chercheur·euses et enseignant·es seraient de gauche : 3 sur 4 se diraient démocrates dans les sciences naturelles, et 6 sur 7 dans les sciences sociales et humanités.

Ce déséquilibre serait un problème notamment dans les humanités et les sciences sociales car il s'agirait de disciplines où la confrontation à l'expérimentation serait moindre. Convoqués par l'American Enterprise Institute, les chercheurs Daniel Klein (George Mason University) et Charlotta

Stern (Stockholm University) compilent ainsi plusieurs études prouvant que les conservateur·rices « ne sont plus qu'1 contre 3 dans le champ pourtant relativement conservateur de l'économie, un contre 5 dans un champ modéré comme celui de la science politique et un contre 20 en anthropologie et sociologie »¹⁶. La production de ces chiffres repose essentiellement sur des échantillons constitués auprès de onze universités mais aussi sur l'envoi de questionnaires aux adhérent·es de plusieurs associations professionnelles (l'association américaine d'économistes, de politistes, de sociologues, etc.) qui se sont prêté·es au jeu sans anticiper les usages qui seraient faits de leurs réponses. Les résultats donnés dans le rapport sont parfois contradictoires d'une page à l'autre (le ratio avancé pour l'économie est par exemple dans certains tableaux d'un·e seul·e chercheur·euse démocrate pour un·e chercheur·euse conservateur·rice¹⁷) et masquent de profondes différences entre disciplines. Mais peu importe ici les défauts de construction de ces données chiffrées : à partir du constat numérique difficilement contestable de la prédominance des chercheur·euses se déclarant proches du parti démocrate, les auteur·rices construisent un édifice rhétorique justifiant une intervention extérieure dans les modes de fonctionnement de l'université. Il s'agirait de rétablir la « diversité idéologique » car « la "diversité" de race, d'ethnicité, de genre ou d'orientation sexuelle mais pas la diversité des idées est devenue l'idéologie dominante dans l'enseignement supérieur »¹⁸. Face à ce constat, les auteur·rices du rapport saluent le militant conservateur David

Horowitz (responsable du groupe Students for Academic Freedom) qui a dressé la liste des 101 professeur·es « les plus dangereux·euses » car imposant leurs vues de gauche dans leurs cours. Mais pour l'American Enterprise Institute, faire des listes semble insuffisant et il s'agirait de s'attaquer à la racine du mal à travers une refonte du fonctionnement de l'université, notamment sur le plan des recrutements.

C'est là le deuxième pilier argumentatif proposé par le rapport de l'American Enterprise Institute de 2009 et que l'on trouve encore aujourd'hui largement en circulation. L'hégémonie intellectuelle de la gauche sur les campus entraînerait l'éviction des étudiant·es conservateur·rices et libertarien·nes. Cette éviction serait pour partie non intentionnelle mais elle empêcherait les étudiant·es non conformes à l'idéologie de gauche d'embrasser les carrières de la recherche. C'est ce que Matthew Woessner (Penn State Harrisburg) et April Kelly-Woessner (Elizabeth Town College) appellent le *Left Pipeline* (le tunnel de gauche). Les étudiant·es de droite souhaitant s'engager dans la carrière universitaire seraient désavantagés·es tout au long de leur professionnalisation car iels seraient moins en mesure de tisser des liens relationnels avec leur directeur·rice de thèse ou même d'autres doctorant·es dont iels ne partagent pas les vues politiques. Iels se sentiraient en décalage et finiraient par se décourager. Enclin·es à défendre les valeurs familiales, iels seraient aussi pénalisés·es par le fonctionnement de carrières doctorales obligeant à retarder les projets parentaux au profit de la rédaction de la thèse. Pour Stanley Rothman (Smith College) et Robert Lichter (George Mason University), il existerait même un « plafond de verre » (*glass ceiling*) pour les apprenti·es chercheur·euses de droite, obligé·es de publier bien plus de livres que leurs homologues de gauche pour obtenir une position stable à l'université. Tout le discours progressiste visant à combattre les discriminations de genre ou le racisme (discrimination non intentionnelle, plafond de verre, etc.) est ainsi détourné et appliqué à une nouvelle minorité : les étudiant·es conservateur·rices victimes d'un environnement professionnel hostile. Un esprit de groupe des enseignant·es de gauche conduirait à un ostracisme et biaiserait le jeu du recrutement, rendant au final les sciences sociales idéologiquement monocolores et donc moins scientifiques. Un tel raisonnement fait fi des éléments déjà connus sur les déterminants professionnels du vote, sur les liens statistiques entre le niveau d'éducation et le vote démocrate. Il crée surtout une équivalence entre la préférence politique déclarée et une supposée absence d'objectivité professionnelle qui reste à démontrer tant elle met de côté d'autres facteurs (comme les modalités d'évaluation académiques ou la simple question des salaires comparés entre secteur privé classique et secteur académique qui produit son propre effet d'éviction). Ce deuxième étage du

L'hégémonie intellectuelle de la gauche sur les campus entraînerait l'éviction des étudiant·es conservateur·rices et libertarien·nes.

raisonnement justifierait aux yeux de l'American Enterprise Institute une intervention extérieure au champ scientifique pour rétablir un équilibre politique. Puisque les universitaires seraient incapables de s'autoréguler, d'autres devraient s'en charger à leur place.

Le troisième pilier argumentatif repose ainsi sur l'idée qu'il serait nécessaire d'introduire des mécanismes restaurant – depuis l'extérieur – l'objectivité dans l'université, tant dans la gestion des carrières que dans la production des résultats en sciences sociales. Dans la dernière partie du rapport intitulé « In the route to Academic Pluralism », Stephen Balchs propose ainsi que les grand·es donateur·rices des universités jouent un rôle plus actif et qu'iels réclament « la création de centres à l'intérieur des universités pour représenter les conservateurs et les libertariens »¹⁹. Ces espaces à part joueraient au cœur des sciences sociales un jeu de contre argumentation (Balchs emploie la métaphore du procès où procureur·euses

et avocat·es se disputent pour établir la vérité). Il propose ainsi de stimuler les donateur·rices (*trustees*) des universités pour qu'iels conditionnent l'octroi de leurs dons aux universités à la restauration d'une diversité politique parmi les enseignant·es. Il propose aussi de créer des conseils académiques com-

posés d'universitaires émérites et reconnu·es qui pourraient faire pression sur les collègues en poste pour qu'iels élèvent « leurs standards » et fassent attention à la diversité politique dans le suivi des doctorant·es. Dans un sens similaire, Anne Neal (de l'American Council of Trustees and Alumni), propose que les réseaux d'ancien·nes élèves (*alumni*) se mobilisent et fassent pression sur leur ancienne université au lieu de servir passivement de réseaux de placement.

Depuis ce rapport de 2009, la panoplie des suggestions mises en circulation par l'American Enterprise Institute s'est élargie. Les charges les plus récentes sont portées notamment sur l'administration des universités et notamment contre les *Reporting Bias Systems* (ces systèmes permettant aux étudiant·es de signaler en ligne les propos discriminatoires dont iels ont été témoins sur leur campus). Le think tank industriel y voit le signe d'une bureaucratie en position « de renforcer l'orthodoxie » idéologique²⁰. Autre cible, la façon dont les bureaucraties universitaires ont standardisé leurs modalités de recrutement en intégrant de façon systématique un paragraphe signalant l'intérêt de l'université pour les enjeux de diversité et d'inclusion (les *Diversity, Equity and Inclusion (DEI) statements*). Récupérant les données initiales fournies par les candidat·es, l'American Enterprise Institute cherche ainsi à montrer que sur certains postes près de 76 % des candidat·es seraient écarté·es d'emblée car ne correspondant pas à ce critère. Ces données prêtent à débat et la place manque ici pour les discuter mais le think tank y voit un nouvel angle d'attaque : les *DEI statements* seraient des filtres anti-scientifiques et anti-méritocratiques à supprimer²¹.

19. *Ibid.*

Il serait nécessaire d'introduire des mécanismes restaurant – depuis l'extérieur – l'objectivité dans l'université.

20. C. TRUMP, *Restore Campus Free Speech by eliminating Bias Reporting Systems*, American Enterprise Institute, juillet 2022.

21. J. D. PAUL et R. MARANTO, *Other than Merit: The Prevalence of Diversity, Equity and Inclusion Statements in University Hiring*, American Enterprise Institute, novembre 2021.

Enfin, le principal changement dans le paysage de cette galaxie de think tanks depuis le rapport initial de l'American Enterprise Institute a été l'essor d'une organisation sœur nommée FIRE, la Foundation for Individual Rights in Education. Fondée en 1999 par Alan Charles Kors, professeur de l'Université de Pennsylvanie, le petit groupement critique financé par la Fondation Bradley et tenant une base de données des événements annulés à l'Université est devenue, sous la perfusion des fondations industrielles, un puissant organisme mêlant opérations de lobbying, plaidoyer en direction des élu·es, accompagnement juridique pour des procès en défense d'étudiant·es ou d'enseignant·es soi-disant censuré·es, animation de podcasts et octroi de bourses pour étudiant·es. Systématiquement relayé par l'American Enterprise Institute, ce nouveau groupement est en quelque sorte devenu la pointe avancée des campagnes menées contre les communautés universitaires au nom du *free speech*.

Le principal changement dans le paysage de cette galaxie de think tanks depuis le rapport initial de l'American Enterprise Institute a été l'essor d'une organisation sœur nommée FIRE.

● **FIRE ou la fumée sans feu des « campus en péril »**

D'après son rapport d'activité de 2021, la fondation FIRE dispose désormais d'un budget propre annuel de 18 millions de dollars (il a été multiplié par dix ans en sept ans) et emploie 23 salarié·es à temps plein. Toujours pour la seule année 2021, FIRE s'est mobilisée sur 1 600 cas (dont 65 % concerneraient des étudiant·es et 28 % des enseignant·es) et a gagné 91 procès liés à la liberté d'expression sur les campus. Le rapport d'activité annonce un réseau de 7 000 donateur·rices et présente l'organisme comme ayant des racines profondes dans la société. La réalité est que l'essentiel de l'argent de la structure provient de l'industrie. D'après nos propres décomptes, pour la seule année 2019 sur les treize millions de dollars de budget annuel, près de six millions proviennent de seulement douze fondations conservatrices et libertariennes liées à l'industrie. Le tableau ci-dessous a été recomposé à partir de l'analyse des déclarations fiscales des entités donatrices²².

22. FIRE n'a pas l'obligation de déclarer l'origine de ses soutiens financiers mais les fondations qui financent FIRE sont obligées de déclarer à l'administration fiscale américaine combien elles ont donné et à qui.

Tableau 1. Les douze principaux organismes financeurs connus de FIRE en 2019

Nom de la fondation	Montant alloué en dollars	Secteur économique initial
J.P Humphreys	1 150 000	BTP
Fondation Charles Koch	1 000 000	Pétrole / Charbon
Fondation John Templeton	952 700	Finance
Stand Together (Koch)	770 000	Pétrole / Charbon

Nom de la fondation	Montant alloué en dollars	Secteur économique initial
Fidelity Investments Charitable	360 390	Banque d'investissement
Donors Trust et Donors Fund Capital (Koch)	326 000	Pétrole / Charbon
Sarah Scaife	300 000	Pétrole / Banque d'investissement / Aluminium
Snider	260 000	Médias
Searle Freedom Trust	200 000	Chimie / Pesticides
Lynde and Bradley	125 000	Équipementiers industriels
Bradley Impact Fund	50 000	Équipementiers industriels
Enid Goodrich Foundation	20 000	Charbon / Télécoms
Total	5 514 090	

Source : Documents fiscaux américains.

23. G. LUKIANOFF et J. HAIDT, *The Coddling of the American Mind. How Good Intentions and Bad Ideas are Setting up a Generation for Failure*, Londres, Penguin Press, 2018.

La nouvelle génération verrait le dissensus comme quelque chose qui les blesserait intimement.

La fondation FIRE est dirigée depuis 2016 par Greg Lukianoff, ancien étudiant en droit de Stanford, qui était jusqu'ici directeur général de la structure et est surtout connu pour avoir publié en 2018 avec le psychologue Jonathan Haidt un ouvrage intitulé *The Coddling of the American Mind*, littéralement « le dorlotage » de l'esprit américain²³. La fondation de Lukianoff avait déjà écoulé 138 000 exemplaires de son manuel d'autodéfense *Guide to free speech campus*, mais ce nouvel ouvrage a dépassé tous les scores d'audience chez les militant-es conservateur-rices. Le livre décrit une jeunesse états-unienne surprotégée par ses parents et anxieuse dès l'adolescence car trop dorlotée. Arrivé-es à l'âge adulte, ces enfants seraient incapables de gérer les contrariétés et le dissensus. Haidt et Lukianoff concèdent que les étudiant-es militant-es empêchant la tenue de conférences sur les campus ont toujours existé. Mais ils rétorquent que la nouvelle génération verrait le dissensus comme quelque chose qui les blesserait intimement. Élevé-es dans des idées fausses (comme l'idée que « ce qui ne tue pas rendrait plus faible ») et trop soumis-es à un raisonnement émotif, ces étudiant-es seraient incapables de débattre. Les solutions proposées tendent toutes vers une plus grande acceptabilité de toutes les positions tenues sur les campus, qu'elles soient vraies ou fausses sur le plan scientifique. Une éventuelle opposition à un propos faux est toujours vue comme une incapacité à se projeter dans le monde des valeurs de son interlocuteur-ric. Quelques chercheur-euses ont pris le soin de tenir à jour une base de données de tous les cas recensés de licenciement ou de *deplatforming*. À partir de ces recensions, Jeffrey Sachs montre par exemple que le phénomène est loin d'être si explosif, voire décroît depuis

2018²⁴. Il montre aussi que si on ne prend que la population des chercheur-euses licencié-es par leur université en raison de leurs prises de position, on obtient en réalité un équilibre parfait (pour l'année 2017) entre ceux qui l'ont été pour leurs prises de position de droite et ceux qui l'ont été pour leurs prises de position de gauche. Cela n'empêche pas le co-auteur de Lukianoff, le psychologue Jonathan Haidt, d'animer à côté de son emploi en école de commerce depuis 2011 une organisation appelée Heterodox Academy dont certaines manifestations sont, sans surprise, financées par l'American Enterprise Institute. Contre la création de « communautés tribales-moralistes » (*tribal-moral communities*²⁵), il s'agirait selon la présentation de l'organisation sur Facebook « d'améliorer la qualité de la recherche et de l'éducation dans les universités en augmentant la diversité des points de vue (*viewpoint diversity*), la compréhension mutuelle et le désaccord constructif ». Ce psychologue avance l'idée que « les gens de gauche auraient tendance à ne pas comprendre les préoccupations morales des conservateur-ices ». Si les gens de gauche reprochent aux conservateur-ices d'être *color-blind* (c'est-à-dire de se réfugier derrière un universalisme de façade empêchant de penser le racisme), elleux-mêmes seraient, selon Haidt, des individus frappés de *moral color-blindness*, c'est-à-dire incapables de saisir les valeurs sous-jacentes à la défense de propositions réactionnaires. Ses portraits psychologiques de différentes tribus politiques défendent implicitement que les gens de gauche seraient sectaires et qu'il serait nécessaire de faire émerger un mode de communication permettant l'acceptation de toutes les opinions sur les campus. Heterodox Academy vient ainsi donner le vernis scientifique nécessaire à la prose de l'American Enterprise Institute et de FIRE mais la famille de ces groupements n'en finit jamais vraiment de s'agrandir.

Si on suit ainsi l'argent, il apparaît que loin d'être une simple panique médiatique passagère, ces campagnes ne peuvent que se multiplier dans les années qui viennent.

● Vers la création d'universités privées où on peut enfin « tout dire » ?

Si on suit ainsi l'argent, il apparaît que loin d'être une simple panique médiatique passagère, ces campagnes ne peuvent que se multiplier dans les années qui viennent car de nouveaux projets continuent de se développer à partir des mêmes financeurs et à partir des mêmes ressorts de justification. En juin 2022, les réseaux sociaux bruissaient du lancement simultané de deux universités privées financées par les mêmes réseaux et ouvertement construites comme étant à l'opposé des campus dépeints par FIRE et consorts. Basée à Savannah en Géorgie, la première université anti-woke est le Ralston College²⁶. La présentation en ligne est explicite : « Le Collège Ralston est la réponse à... quoi, exactement ? Ce n'est un secret pour personne que l'intégrité de l'enseignement supérieur, aux

24. Listées ici : <https://www.niskanencenter.org/the-campus-free-speech-crisis-ended-last-year/>.

25. Haidt cité dans J. TIERNEY, « The Real War on Science », *City-Journal*, automne 2016.

26. <https://www.ralston.ac/>

États-Unis et ailleurs, est devenue douteuse – notamment parce que la plupart des établissements d'enseignement supérieur et des universités ne sont plus des lieux où la liberté de recherche, et la liberté d'expression dont dépend la recherche libre, sont protégées, et encore moins célébrées. Néanmoins, notre vocation n'est pas de critiquer, mais de montrer une autre voie. » Dans les faits, l'établissement propose un master en Arts et Humanités validable en un an. Les cours sont en partie en ligne. L'équipe enseignante est composée d'ancien·nes lecteur·rices de différentes universités et de professeur·es émérites, à l'instar de Jordan Peterson, ancien professeur de psychologie à l'université de Toronto.

Abritée au Texas, la seconde université anti-woke est l'UTAX (l'Université d'Austin Texas)²⁷. Au moment où s'écrit cet article, l'établissement est toujours en attente de son accréditation pour délivrer des titres universitaires mais a déjà lancé plusieurs programmes et séminaires. Parmi les donateur·rices, on retrouve beaucoup de figures connues dans

27. <https://www.uaustin.org/>

La solution définitive à la cancel culture pour ces financeur·euses libertarien·nes est finalement de « canceler » définitivement les sciences sociales classiques.

la mouvance libertarienne comme Joe Lonsdale, le cofondateur de Palantir. Le Polaris Fellowship, un des premiers programmes de séminaire, comprend comme invité·es différent·es intervenant·es de la très libérale Hoover Institution de Stanford, Greg Lukianoff de FIRE, Joshua Katz de l'American Enterprise Institute, Stephen Harper, ancien Premier

ministre du Canada, mêlés à des enseignant·es en économie et en droit de différentes universités. Les cours sont intégralement gratuits et payés par les sponsors. Les étudiant·es sont recruté·es sur la base d'une lettre de motivation.

La création de ces campus enfin « divers » mais où aucun des enseignant·es ne se déclare en réalité démocrate car systématiquement connectés à la mouvance libertarienne ou conservatrice dit bien en creux les faux-semblants des discours industriels contre l'hégémonie intellectuelle à l'université. Réduisant les sciences sociales à une affaire de clivage droite-gauche, la solution définitive à la *cancel culture* pour ces financeur·euses libertarien·nes est finalement de « canceler » définitivement les sciences sociales classiques et la gauche en obtenant des campus à la pureté idéologique parfaite. ●